



Priorités politiques pancanadiennes du RCDÉC

Pourquoi le développement économique communautaire?

Les défis sociaux complexes comme le chômage, la pauvreté, le déclin de l'activité économique et la réduction consécutive des services sociaux dans les communautés urbaines et rurales, la réconciliation avec les peuples autochtones, le racisme systémique et les changements climatiques exigent des réponses globales. La pandémie de COVID-19 a mis à nu plusieurs des faiblesses de nos systèmes sociaux et économiques, exacerbant certains de ces défis et attirant l'attention sur d'autres alors que nous trouvons collectivement une façon d'aller de l'avant qui mènera vers un avenir viable, inclusif et équitable pour tous et toutes. À l'échelle du Canada, les initiatives de développement économique communautaire (DÉC) favorisent déjà la revitalisation économique inclusive, l'accès aux capitaux pour le développement d'entreprise, la propriété locale des ressources, la création d'emploi, la réduction de la pauvreté et l'intendance environnementale. À une plus grande échelle, le DÉC peut fournir la fondation pour la relance suite à la COVID-19 qui nous permettra de « mieux reconstruire ».

Le DÉC est un ensemble d'actions menées par les communautés visant à créer des perspectives économiques qui améliorent les

conditions sociales et environnementales. L'utilisation de l'économie et du marché de façons innovatrices améliore le bien-être et maximise les bénéfices aux communautés en créant et en faisant croître des entreprises communautaires afin de combler les besoins locaux, de conserver des emplois dans les communautés, de faire circuler des fonds dans l'économie locale et d'augmenter les niveaux de revenu des résidents. Le DÉC inclut une variété d'activités, telles que le développement d'entreprises communautaires, l'investissement local et le développement de compétences à l'emploi pour les personnes vulnérables. En accédant au leadership et à l'ingéniosité des membres de la communauté, le DÉC crée des opportunités qui deviennent des voies vers la résilience et le renouveau.

Les membres du Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) ont développé une large gamme de modèles innovateurs qui stimulent l'action communautaire pour le développement économique inclusif. Des crédits fiscaux liés au DÉC, de nouvelles structures légales hybrides, des fonds d'investissement communautaires, des programmes de revitalisation de quartier et des pratiques d'approvisionnement innovatrices ne sont que quelques exemples. Le gouvernement du Canada peut faire croître ces approches efficaces. En travaillant ensemble, les initiatives du DÉC et les gouvernements peuvent surmonter les défis sociaux complexes avec des solutions menées par les communautés qui créent des communautés et des économies inclusives et résilientes qui renforcent le bien-être des générations actuelles et futures.

Du pouvoir et du privilège à la participation et l'inclusion

Les communautés fortes sont construites autour des principes d'inclusion, de diversité, d'équité et d'accès. Le pouvoir et le privilège doivent être reconnus au sein des communautés, des organisations, des politiques et des gouvernements. Il est essentiel que des efforts actifs soient faits pour créer des communautés plus participatives et inclusives où des voix traditionnellement marginalisées et diverses mènent.

Les membres du RCDÉC croient fortement que tout plan de relance ou développement de politique doit tenir compte des exigences suivantes :

- L'accélération du dialogue de nation à nation avec les Premières Nations, les Métis et les Inuits et la réconciliation avec eux qui reconnaît l'héritage de torts historiques et présents envers les peuples autochtones à l'échelle de l'Île de la Tortue et qui reconnaît leurs droits en vertu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) qui inclut le droit à un consentement libre, préalable et informé aux projets dans leurs territoires traditionnels.
- Une approche intersectionnelle doit être utilisée pour tenir compte de l'inclusion des personnes rendues les plus vulnérables dans notre économie et notre société. Le racisme systémique et institutionnel sous-tend tellement d'aspects de notre société : l'emploi, l'éducation, la surveillance, le système de justice pénale, les soins de santé, entre autres. De la même façon, les barrières systémiques continuent d'exister pour les femmes et les personnes d'identité de genre diversifié et les impacts économiques, sociaux et de santé de la COVID-19 ont eu un effet démesuré sur les femmes, surtout les femmes de couleur et les nouvelles immigrantes. L'intersectionnalité de la race, de la classe et du genre crée des systèmes de discrimination ou de désavantage qui se chevauchent et qui sont interdépendants.
- Une transition juste vers un avenir écologiquement viable à faible émission de carbone est essentielle, un avenir qui tient compte du besoin de formation pour des emplois écologiquement viables et de recycler les travailleurs dans les industries à fortes émissions de carbone, et qui s'appuie sur les efforts existants des entreprises de réduire la pollution et des opportunités pour les personnes au Canada d'aider à réorienter l'économie vers des alternatives viables.



¹Sultana, A. & Ravanera, C. (2020, 28 juillet). Un plan de relance économique féministe pour le Canada : Faire fonctionner l'économie pour tout le monde. L'Institute for Gender and the Economy (GATE) et YWCA Canada. Obtenu de : <https://www.feministrecovery.ca/accueil>.

Principales recommandations de politiques pour renforcer les économies communautaires

Accélérer l'innovation sociale et la finance sociale

Le gouvernement du Canada définit **l'innovation sociale** comme la mise au point de nouvelles solutions pour les défis sociaux ou économiques qui améliorent

la qualité de vie des gens par la collaboration avec de nouveaux partenaires, la mise à l'essai d'idées créatives et la mesure de leur incidence. Un exemple est la **finance sociale**, qui réfère à des investissements visant à créer un impact social ou environnemental mesurable, en sus du rendement financier.

Le gouvernement fédéral a fait un pas audacieux lorsque les lettres de mandat ministériel de 2015 ont demandé la création d'une stratégie d'innovation sociale et de finance sociale. Le processus de co-création avec les parties prenantes à travers le Canada qui en a découlé a produit Pour l'innovation inclusive : Nouvelles idées et nouveaux partenariats

Social Economy Through Social Inclusion, SETSI vise à co-créer un écosystème de l'économie sociale au Canada qui reflète les divers genres, races, cultures, orientations et perspectives des parties prenantes d'un océan à l'autre.

pour des collectivités plus fortes, un rapport complet avec 12 recommandations clé du Groupe directeur sur la co-création d'une Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale. L'énoncé économique de l'automne 2018 a lancé un

Fonds de finance sociale de 755 M\$ et un Programme de préparation

à l'investissement de 50 M\$, mais il y a eu peu d'action par rapport aux autres éléments du rapport. Les 12 recommandations ont toutes des impacts se renforçant mutuellement et exigent toutes de l'action — en mettre en œuvre certaines et pas d'autres les affaiblit toutes. De plus, le développement et la mise en œuvre d'une stratégie devraient être guidés par les groupes qu'elle souhaite servir, surtout les groupes en quête d'équité et historiquement désavantagés. S'appuyant sur la créativité et l'expertise des divers leaders et organisations communautaires tirera profit d'actifs importants et favorisera l'action locale vraiment innovatrice.



Recommandations

1. a) **Mettre en œuvre une Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale (Stratégie d'IS/FS) qui tient compte des 12 recommandations du Groupe directeur sur la co-création.**
- b) **S'assurer que les groupes en quête d'équité jouent un rôle de premier plan dans la mise en œuvre et l'évolution subséquente de la Stratégie d'IS/FS pour s'appuyer sur la capacité locale existante et renforcer l'expertise des secteurs du développement économique communautaire, des OSBL et des coopératives.**

Appuyer les entreprises locales résilientes

Les dernières années ont vu une explosion d'intérêt pour les stratégies qui redirigent les investissements vers le bénéfice communautaire. En s'appuyant sur le succès avéré du CED Investment Funds de la Nouvelle-Écosse, cinq provinces ont maintenant des programmes d'investissements en DÉC et de crédits d'impôt, et des communautés à travers le pays s'organisent pour rediriger les capitaux vers les besoins locaux. Toutefois, ces programmes peuvent être sous-utilisés à cause du manque d'expertise technique et de capacité parmi les leaders communautaires. Un programme pour tirer profit de l'expertise existante et transférer des connaissances accroîtrait considérablement l'utilisation et les opportunités correspondantes de croissance économique inclusive.

L'approvisionnement est un outil puissant pour une économie forte et générer un impact social.

La récente modernisation des pratiques d'approvisionnement entreprise par Services publics et Approvisionnement Canada a permis un progrès important pour tester comment l'approvisionnement social peut générer des bénéfices locaux intentionnels. Dans le cadre des investissements de relance, assurer l'approvisionnement auprès des entreprises sociales locales, des coopératives et des OSBL peut multiplier les effets sociaux et économiques. Les stratégies d'approvisionnement social s'étendent à l'échelle du pays, avec la Colombie-Britannique qui a des lignes directrices sur l'impact social de l'approvisionnement, la Nouvelle-Écosse et le Manitoba qui ont toutes les deux des stratégies d'entreprises sociales qui incluent l'approvisionnement social (même si celles-ci ont encore à être mises en œuvre), et des politiques d'approvisionnement social municipales à Calgary, Edmonton, Vancouver, Victoria, Toronto et Montréal. Le gouvernement fédéral peut mettre en œuvre des mesures proactives afin de favoriser davantage le développement de ces pratiques à l'échelle nationale.

Les modèles de l'entreprise sociale et des coopératives ont démontré qu'ils sont mieux adaptés aux conditions difficiles du marché et plus résilients en période de crise économique. Ils engagent les communautés plus activement et élargissent le soutien aux entreprises locales qui sont des fournisseurs indispensables de biens, de services et d'emplois. Avant même la crise liée à la COVID-19, le transfert d'entreprise représentait un défi croissant étant donné le vieillissement de la population au Canada. Une étude sur les petites et moyennes entreprises publiée en 2018 montrait que presque 50 % des propriétaires comptaient céder leur entreprise au cours des cinq prochaines années. Le ralentissement économique actuel ne fera qu'intensifier ces pressions et complexifier les transferts. De plus, lorsque la viabilité des entreprises est menacée, pour quelque raison que ce soit, y compris en contexte de la COVID-19,

La Fédération canadienne des coopératives de travail (FCCT) fait la promotion de la planification de succession à l'aide des conversions en coop depuis plusieurs années. Coopératives et mutuelles Canada ainsi que ses partenaires, ont un site Web consacré au projet Conversion en coopératives (CoopConvert), qui vise à mieux comprendre la conversion des entreprises en coopératives (CEC) comme moyen de préserver les emplois, de répondre aux besoins en matière de relève et de créer de nouvelles coopératives au Canada.

les propriétaires peuvent choisir de les fermer définitivement. Ces fermetures pourraient, dans de nombreux cas, être réglées par la reprise collective par les employés ou la communauté, ce qui permettrait de préserver les emplois et les services.



Recommandations

2. **Établir un programme national pour faire croître les fonds d'investissement communautaires dans chaque province.**
3. **Promouvoir les politiques d'approvisionnement local et social.**
4. **Favoriser le transfert d'entreprises aux employés et à la communauté et la reprise collective d'entreprise par les salariés et la communauté.**

Bâtir des économies pour tous

Nos communautés et notre économie ne réaliseront leur plein potentiel que lorsque toutes et tous pourront y contribuer de façon significative. La tendance vers le travail plus précaire et l'économie des petits boulots a été accélérée par la pandémie de COVID-19. Ces sortes de travail dévaluent les travailleurs et servent à pousser les personnes marginalisées plus loin dans les marges. Le concept de « travail décent » émerge dans les économies développées comme mécanisme clé pour maximiser le potentiel de la main-d'œuvre et alimenter les gains de productivité. Selon l'Organisation internationale du Travail, le **travail décent** regroupe l'accès à un travail productif et convenablement rémunéré, la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale pour les familles, de meilleures perspectives de développement personnel et d'insertion sociale, la liberté pour les individus d'exprimer leurs revendications, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et l'égalité des chances et de traitement pour tous et toutes, indépendamment de leur sexe ou identité de genre. La fourniture de travail décent est au cœur de la création des fondements économiques et sociaux qui sous-tendent le bien-être individuel et communautaire.

Un marché du travail en évolution rapide caractérisé par des pénuries de compétences crée des opportunités pour une participation plus large de la main d'œuvre. Ceci inclut l'identification

et l'enlèvement de barrières institutionnelles et systémiques à la participation à la main-d'œuvre par des groupes tels que les personnes qui ont des compétences et de la formation qui sont dévaluées par le marché du travail, les immigrants, les personnes autochtones et les chômeurs à long terme. Les modèles de formation intégrée ont eu des succès avérés pour relier des personnes vivant avec des

barrières à l'emploi au marché du travail à l'aide d'une combinaison de formation en compétences de base, d'apprentissage par l'expérience auprès d'employeurs et de formation technique et spécifique à l'emploi. Le gouvernement fédéral a fait des progrès dans ces domaines grâce aux ententes fédérales-provinciales sur le développement de la main-d'œuvre, qui ciblent les chômeurs et les personnes sous-employées cherchant à développer leurs compétences, ainsi que les personnes en situation de handicap. Dans certains cas, la mise en œuvre provinciale de ces ententes peut limiter leur efficacité pour soutenir les groupes sous-représentés et les personnes qui sont plus éloignées du marché du travail. Parallèlement, l'entrepreneuriat et l'innovation sont essentiels au développement d'économies locales résilientes, surtout pendant des périodes de changements. L'entrepreneuriat et les entrepreneurs, surtout les personnes qui font face à des barrières systémiques telles que les femmes, les canadiens et canadiennes d'origine africaine, les autochtones et les personnes de couleur sont des moteurs clés pour stimuler l'économie et aussi pour créer des solutions innovantes en réponse à des besoins locaux. Le gouvernement fédéral fournit divers soutiens aux entrepreneurs autochtones et, en 2020, il a annoncé la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat et du soutien pour les propriétaires d'entreprise et entrepreneurs des communautés noires. Toutefois, le perfectionnement des compétences devrait aussi aborder le travail autonome et de la formation en entrepreneuriat pour ces groupes.

Avec un changement soudain vers les plateformes virtuelles pour se rassembler, se connecter et travailler en raison de la pandémie de COVID-19, il est rapidement devenu clair que ceux qui ont accès à l'Internet à haute vitesse et à des appareils connectés à l'Internet, tant en raison de leur emplacement géographique que de leurs moyens et que ceux avec des niveaux plus élevés de littératie numérique, ont un avantage sur ceux sans l'accès, les moyens et les compétences pour s'intégrer dans une économie virtuelle. L'accès à l'Internet haute vitesse doit être considéré comme un besoin de base pour les populations vulnérables ainsi que ceux dans des communautés rurales et éloignées. La littératie numérique doit être une cible clé du développement des compétences de la main d'œuvre, surtout pour les personnes plus âgées. En 2019, le gouvernement du Canada a lancé une stratégie nationale de connectivité, La haute vitesse pour tous : la stratégie canadienne pour la connectivité et a annoncé un Fonds pour la large bande universelle qui a pour but de soutenir des projets de large bande à travers le pays. La pandémie a amplifié le besoin pour la mise en œuvre rapide de cette stratégie et du Fonds. De plus, le développement de réseaux locaux communautaires de large bande et de fournisseurs de services amplifierait l'impact économique local de la stratégie.



Recommandations

5. **S'assurer que le financement pour le développement de la main-d'œuvre et de l'entrepreneuriat atteint les groupes vulnérables et sous-représentés.**
6. **Faire progresser le programme de travail décent afin de soutenir de bons emplois de qualité et les droits ainsi que le bien-être des travailleurs.**
7. **Accélérer le calendrier du Fonds pour la large bande universelle, et l'utiliser pour favoriser la large bande appartenue par la communauté.**

Ontario Nonprofit Network mène un programme pour le travail décent pour les OSBL en Ontario. Ils ont développé un modèle de charte pour le travail décent que les conseils d'administration peuvent utiliser pour démontrer l'engagement de leur organisation envers le travail décent. Ils ont publié de nombreux rapports et ressources sur le travail décent, surtout sur le travail décent pour les femmes et sur les différences de rémunération selon le genre, sur leur site Web (en anglais).



Canadian
CED Network
Réseau canadien
de DÉC

Le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDÉC) rassemble, à l'échelle pancanadienne, des individus et des organismes engagés à renforcer les communautés par la création d'opportunités économiques qui améliorent les conditions sociales et environnementales pour tous.



Passer aux actes

Les Canadiens devraient avoir leur mot à dire dans les décisions qui les affectent. En utilisant les organisations communautaires pour la conception, la planification et les politiques, nous pouvons assurer que les décisions prises par les gouvernements sont guidées par ceux qui connaissent le mieux les problématiques. La co-création du gouvernement et de la communauté ainsi que la consultation sur la programmation et les politiques sont essentielles au développement économique communautaire.

Trop souvent, les usagers finaux ou les parties prenantes affectées par les décisions politiques et de programmation sont rendus complètement passifs dans leurs conception et processus de mise en œuvre. La conséquence de ceci est que l'expertise communautaire de grande valeur est manquée, diminuant par le fait même l'efficacité et ultimement la valeur des investissements gouvernementaux. Le défi de l'élaboration de politiques qui ne fait pas participer les parties prenantes de façon importante est amplifié lorsqu'elle croise les communautés marginalisées. Une approche de co-création, qui s'appuie sur les modèles de l'innovation sociale et de la finance sociale du Groupe directeur sur la co-création et de la Table des partenaires en économie sociale du Québec aidera à s'assurer que l'élaboration et la mise en œuvre de politiques seront les plus efficaces. En tant que réseau pancanadien d'organisations et d'individus provenant de tout le Canada qui vise à renforcer les communautés par la création de débouchés économiques qui améliorent les conditions sociales et environnementales, le RCDÉC joue actuellement et continuera à jouer un rôle important de rassembleur dans ce travail.